

LES GOUVERNEMENTS
NEW LABOUR

Le bilan de Tony Blair
et de Gordon Brown

Florence Faucher-King
Patrick Le Galès



LES GOUVERNEMENTS NEW LABOUR

Le bilan de Tony Blair et de Gordon Brown

Florence Faucher-King
Patrick Le Galès

LES GOUVERNEMENTS NEW LABOUR

Le bilan de Tony Blair et de Gordon Brown

NOUVEAUX
(Débats)

Extrait de la publication



SciencesPo.
Les Presses

Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours de la Bibliothèque de Sciences Po)

Les Gouvernements New Labour. Le bilan de Tony Blair et de Gordon Brown / Florence Faucher-King et Patrick Le Galès – Paris : Presses de Sciences Po, 2010 (Collection Nouveaux Débats ;19)

ISBN 978-2-7246-1149-6

RAMEAU :

- Labour Party (GB) : 1990-...
- Grande-Bretagne : Politique et gouvernement : 1997-...
- Politique publique : Grande-Bretagne : 1990-...

DEWEY :

- 324.25 : : Partis de gauche – Socialistes – Sociaux-démocrates
- 320.7 410 : Conjoncture et conditions politiques – Grande-Bretagne

Public concerné : Public intéressé

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée). Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

© 2010, PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Sommaire

<i>Préface</i>	7
<i>Introduction</i>	9
<i>Chapitre 1</i>	
LE BUSINESS MODEL BRITANNIQUE CONTRE LE MODÈLE SOCIAL EUROPÉEN, FROM BOOM TO BUST	31
L'État activiste et innovant	33
Le retour de l'investissement public	37
Un projet de long terme	40
Améliorer la compétitivité	43
Incitations et contraintes sur le marché du travail	46
Des choix sociaux-démocrates ?	51
La question des inégalités	54
Les déséquilibres	58
Les déséquilibres, le gouvernement Brown et la crise	62
<i>Chapitre 2</i>	
RÉVOLUTION BUREAUCRATIQUE OU PRIVATISATION DES SERVICES PUBLICS ?	69
Transformation de l'action publique et de l'appareil d'État : la révolution Thatcher	71
Les <i>think tanks</i> et les élites néotravailleurs	75
Des gouvernements « activistes »	78
Le contrôle par l'information	83
Auditer la société	89

Chapitre 3

DÉCENTRALISER OU CENTRALISER LES INSTITUTIONS ?	95
Une gouvernance polycentrique et asymétrique	98
Un chantier constitutionnel bricolé	108
« L'eupéanisation » de la vie politique britannique ?	115
Centralisation de l'exécutif	121
Communication et rationalisation de l'exécutif	125

Chapitre 4

LA RÉINVENTION DU PARTI TRAVAILLISTE ?	
« NEW LABOUR NEW BRITAIN »	133
Desserrer les liens avec les syndicats	136
Promouvoir la relation directe avec les adhérents	140
Un parti « managé » et discipliné	144
Une recherche de financement efficace et professionnelle	148
Le parti comme entreprise de communication	151
Les délibérations et le contrôle de l'agenda politique	152
L'offensive médiatique des néotravailleurs	156

Chapitre 5

DÉMOCRATISATION OU CONTRÔLE ?	165
Le citoyen consommateur	166
Engagement virtuel et financement réel	172
Changement climatique et politiques environnementales	178
Démocratie délibérative, illusion démocratique	180
Le retour de la contestation	184
L'ordre et la sécurité : <i>cruel Britannia</i>	187
Tolérance zéro	194

Conclusion

VERS UNE SOCIÉTÉ DE MARCHÉ ?	199
-------------------------------------	-----

Préface

La première parution de *Tony Blair 1997-2007* s'achevait avec le départ de ce dernier en juin 2007. Cette nouvelle édition permet de couvrir presque trois ans de gouvernement Brown, jusqu'aux élections du printemps 2010. Entre temps, le livre a été publié chez Stanford University Press, nous donnant l'occasion d'échanger avec de nombreux collègues, britanniques notamment.

Nos analyses, jugées trop critiques en 2007, semblent plus que fondées aujourd'hui. La crise financière et économique a montré depuis les déséquilibres du modèle britannique et mis en lumière les dérives financières et l'endettement. C'est pourquoi il ne nous a pas semblé utile de modifier la structure initiale de ce livre, mais bien plutôt de prendre en compte, par de nombreux ajouts, les éléments d'analyse des politiques menées par Brown qui éclairent le projet New Labour dans son ensemble, une fois Blair passé à l'arrière-plan. Formidable révélateur de tensions, la crise donne en effet une tonalité plus sombre au bilan du New Labour : la cohérence du projet a été mise à mal, ses limites et son épuisement apparaissent encore plus nettement. L'objet de ce livre pourrait s'intituler *The rise and fall of New Labour Governments*.

Enfin, qu'il nous soit permis ici de remercier nos collègues pour avoir discuté ces travaux et nous avoir prodigué remarques critiques et encouragements à poursuivre, et en particulier Mark Thatcher, Jonah Levy, Jenny Andersson et nos collègues du Centre d'études européennes de Sciences Po.

Florence Faucher-King, Patrick Le Galès
Paris, mars 2010

Introduction

Mai 1997 : la douceur d'une belle journée de printemps rend palpable l'excitation qui règne en Grande-Bretagne. Après dix-huit ans de gouvernement conservateur – dont onze sous la direction de la Dame de fer, Margaret Thatcher –, les Britanniques s'apprêtent à voter pour le Parti travailliste ou plutôt le Parti néotravalliste, le New Labour. Le suspense ne dure pas, le raz-de-marée donne une majorité massive au jeune leader Tony Blair et à son équipe. L'euphorie règne jusque tard dans la nuit, et chacun espère l'avènement de la *cool Britannia* promise par le nouveau Premier ministre.

Juin 2007 : les héros sont fatigués. Blair, déjà affaibli par l'annonce de son départ durant son troisième mandat, a été contraint en septembre 2006 d'annoncer son retrait dans l'année et a ainsi perdu une bonne partie de son autorité. Il laisse finalement la place à Gordon Brown, son chancelier de l'Échiquier (ministre des Finances et de l'économie) et rival, qui attendait la succession avec une impatience croissante. Le gouvernement Blair subit les conséquences de la guerre en Irak tandis que les critiques abondent, soulevées par la crise des services publics de santé et la dérive autoritaire qui transforme le pays en *cruel Britannia*. Le parti qui prétendait restaurer l'honnêteté en politique est sous le coup d'une enquête de police dans une affaire de corruption qui touche les dirigeants néotravallistes et les collaborateurs les plus proches de Tony Blair. Gordon Brown le remplace pour donner un nouvel élan au gouvernement et une nouvelle vie au projet New Labour.

Trois ans plus tard, Brown n'a pas su redonner un second souffle au parti ou au gouvernement. Sa gestion de la crise financière a été internationalement reconnue mais les perspectives économiques sont sombres. Le déficit budgétaire est tel que le

prochain gouvernement devra adopter des restrictions budgétaires drastiques. Le retrait annoncé des troupes d'Irak n'a pas fait cesser les interrogations sur les conditions de leur engagement au Moyen Orient. Le cynisme politique des Britanniques est au plus haut après une succession de scandales politico-financiers. Les néotravailleurs, qui hésitent à conserver dans leur nom l'adjectif ajouté par Blair, se préparent à une défaite annoncée aux élections du printemps 2010. Malgré la tentation d'une stratégie électorale centrée sur les bastions traditionnels en déclin, l'équipe Brown préfère conserver une orientation vers les classes moyennes et supérieures, confirmant la continuité avec l'orientation choisie dans les années 1990. L'heure des bilans approche.

En treize ans, les néotravailleurs ont porté un vrai projet de changement social et démontré une capacité exceptionnelle à mener des réformes. Compte tenu du système électoral (scrutin uninominal majoritaire à un seul tour), le parti vainqueur des élections britanniques peut généralement compter sur une majorité absolue à la Chambre des communes qui lui permet de former, avec le soutien d'environ un tiers du corps électoral, un gouvernement fort et stable. L'activisme des gouvernements néotravailleurs ne peut se comprendre sans prendre en considération les majorités considérables obtenues en 1997 et 2001 puis dans une moindre mesure en 2005. Le parti, qui n'avait jamais pu se maintenir au pouvoir pendant deux mandats consécutifs, a remporté trois victoires électorales successives lui assurant une domination au Parlement (à la Chambre des communes) supérieure. Leur ampleur a mis les gouvernements Blair à l'abri de rébellions internes ou des attaques de l'opposition. Par ailleurs, les néotravailleurs ont bénéficié de l'affaiblissement durable du Parti conservateur, idéologiquement divisé, privé d'une équipe parlementaire d'envergure (réduit à un groupe parlementaire de 167 députés, le plus faible depuis 1907) et incapable pendant de longues années de remplir efficacement son rôle d'opposant.

Tableau 1*Résultats des élections à la Chambre des communes*

	Participa- tion (%)	Vote travailliste (%)	Nombre de députés travaillistes	Sièges (%)	Écart*
1997	71,3	44	418	63,6	178
2001	59,4	40,7	412	62,5	166
2005	61,4	35,2	355	55	66

*Écart entre les sièges travaillistes et ceux de l'opposition.

Nous avons à présent un recul substantiel pour analyser l'action et une partie des résultats des gouvernements néotravaillistes sous Blair et Brown. Un nouveau gouvernement annonce toujours de nombreuses réformes, une rupture radicale dans un temps court. Les observateurs scrutent l'action des ministres et des élus ; ils soulignent le rôle de gouvernants courageux et visionnaires. Ils font apparaître les mises en scène de « décisions » qui créent des moments historiques censés transformer le cours des politiques publiques. Cette version héroïque procède presque toujours d'une illusion, d'un coup de projecteur donné sur un moment particulier d'un processus plus long et compliqué, sur un homme ou une femme qui s'inscrit dans des trajectoires, des réseaux, des intérêts et des institutions.

Les politiques publiques changent moins facilement que les slogans. Les innovations sont souvent des assemblages de programmes existants, parfois affublés de nouvelles étiquettes. Le changement des politiques publiques est souvent incrémental¹ parce que tout nouveau gouvernement hérite d'une administration, d'un budget, d'institutions, qui contraignent son action. Même si, après dix-huit ans d'opposition, les travaillistes étaient impatients de démontrer leur capacité de changement, l'analyse

1. Selon certaines théories, les politiques publiques changent, le plus souvent, de manière limitée, par petites étapes, de façon très graduelle, à la marge, mais les effets agrégés peuvent produire à terme de grandes transformations.

de l'héritage est indispensable pour évaluer la profondeur des transformations apportées.

Le bilan, controversé, des gouvernements travaillistes fait généralement l'objet de trois interprétations assez opposées² ; nous en proposons une quatrième³. La première interprétation souligne l'œuvre réformatrice des gouvernements néotravaillistes, dans la continuité des réformes entreprises pendant les deux grandes périodes de gouvernement travailliste, à savoir le gouvernement Attlee (1945-1951) marqué par la création du Service national de santé (National Health Service) et les gouvernements Wilson (1964-1970 puis 1974-1976, mais Jim Callaghan reste Premier ministre travailliste jusqu'en 1979). Les gouvernements Blair, dans la tradition travailliste, ont modernisé le parti et le pays en poursuivant les buts classiques des travaillistes : croissance économique, soutien de l'emploi, redistribution, investissements dans les services publics, et plus généralement poursuite d'un agenda politique progressiste pour ce qui concerne les mœurs et la protection des minorités. Les travaillistes, qui sont depuis l'origine des réformistes, ont toujours eu des rapports ambigus avec le patronat, la City de Londres⁴, l'establishment, l'économie. Leur zèle réformateur s'est souvent heurté à des difficultés qui s'expliquent en partie par leur rapport à l'État⁵, à la monarchie et ses institutions, à l'absence de tradition révolutionnaire. D'aucuns soulignent d'ailleurs que les fins de période de gouvernement travailliste se terminent toujours par des critiques acerbes de la gauche, un départ de militants du parti, un bilan très mitigé, de

2. Voir par exemple Gerry Hassan (ed.), *After Blair. Politics after the New Labour Decade*, Londres, Lawrence and Wishart, 2007.

3. Cette interprétation s'appuie aussi sur les pistes esquissées entre autres par Andrew Gamble, Colin Crouch, Patrick Dunleavy, Colin Hay, Christopher Hood, Desmond King, Raymond Plant.

4. La place financière, cœur de l'économie britannique, est un puissant groupe d'intérêt. Voir Youssef Cassis, *La City de Londres 1870-1914*, Paris, Belin, 1987.

5. Le Parti travailliste a accepté sans critique l'État britannique pré-démocratique et s'est efforcé pendant plusieurs générations d'y greffer des pratiques démocratiques. Voir Barry Jones et Michael Keating, *Labour and the British State*, Oxford, Clarendon Press, 1985.

longues périodes d'opposition... et quelques décennies plus tard par une réhabilitation du bilan réformateur⁶.

À l'inverse, une seconde interprétation fait de Tony Blair, Gordon Brown et de leurs gouvernements les fossoyeurs du Parti travailliste, les consolidateurs des acquis du thatchérisme et les plus farouches défenseurs des mécanismes de marché. Dès 1994, Tony Blair a renommé son parti et imposé la redéfinition des objectifs collectifs⁷. À la suite de Thatcher, les gouvernements néotravailleurs ont renforcé l'État fort et l'économie de marché⁸, c'est-à-dire la mobilisation des ressources d'un État centralisé, parfois autoritaire, pour réformer, renforcer les logiques de concurrence et créer un *homo oeconomicus* britannique, rationnel, égoïste, concurrentiel et adapté aux logiques implacables de l'économie mondialisée. En revanche, ils ont abandonné tout discours fort sur l'égalité, le rôle du secteur public ou la social-démocratie. En dépit des attentes et des espoirs de certains, Gordon Brown n'a pas changé de ligne directrice. Comme son prédécesseur, il a gouverné en néotravailleur.

Une troisième lecture, privilégiée par les acteurs eux-mêmes, évoque une « Troisième Voie », alternative aux modes d'action du vieux Parti travailliste, le Old Labour, et des conservateurs. Cette interprétation de la révolution néotravailleuse souligne la modernisation des moyens mais pas des buts de la gauche britannique et insiste sur l'originalité, l'importance des réformes et le succès électoral sans précédent des gouvernements Blair. Elle met l'accent sur la doctrine originale de la Troisième Voie, théorisée par le sociologue britannique Anthony Giddens : elle rejette le socialisme et le capitalisme et insiste sur les nouvelles contraintes de l'action publique dans un monde dominé par les logiques de

6. Andrew Gamble, « New Labour and Old Debates », dans Gerry Hassan (ed.), *After Blair...*, op. cit., p. 20-35.

7. Par la révision de la clause 4 des statuts, inscrite sur les cartes d'adhérents depuis des décennies et porteuse de fortes connotations symboliques (voir chapitre 4).

8. Référence au titre de l'ouvrage d'Andrew Gamble sur la période Thatcher : Andrew Gamble, *The Strong State and the Free Economy*, Basingstoke, Macmillan, 1988.

globalisation et la révolution technologique, l'avènement de la société de connaissance. La « voie » néotravailleuse serait issue des nouveaux travaux sur la gouvernance au-delà des hiérarchies et de l'administration traditionnelle⁹, à savoir le rôle des réseaux, des partenariats, des coopérations, de nouveaux instruments d'action publique ainsi que de la doctrine du communautarisme¹⁰. Les néotravailleuses s'affichent comme des pragmatiques, des centristes radicaux soucieux de l'efficacité de l'action publique, habités par l'exigence permanente de la modernisation de la Grande-Bretagne pour relever les défis de la mondialisation. Cette interprétation qui part des idées a été un peu mise de côté : dès 2001, les néotravailleuses ont abandonné toute référence à la Troisième Voie.

Nous proposons dans cet ouvrage une quatrième interprétation qui insiste sur le caractère composite et original du modèle. Elle s'appuie non pas sur l'idéologie des équipes mais sur leur action, sur les politiques qui ont été mises en œuvre et sur leur impact sur la société britannique. Trois mandats constituent un temps long en politique qui permet de voir des inflexions, des dynamiques. Nous cherchons à préciser les contours du projet néotravailleuse jugé complexe par les observateurs, et à démêler la perplexité qu'inspire l'activisme des gouvernements Blair et Brown¹¹. Le New Labour est bien un hybride de libéralisme économique inspiré par les réformes américaines, de l'héritage de la social-démocratie à l'anglaise, de politiques antilibérales (*illiberal*) au sens politique (c'est-à-dire qui contraignent les individus), et d'ouverture ou de démocratisation, le tout assaisonné d'un goût prononcé pour l'expérimentation.

9. Rod Rhodes, *Understanding Governance*, Londres, Palgrave, 1996 ; pour une courte présentation en français, voir Patrick Le Galès, « Gouvernance », dans Laure Boussaguet, Sophie Jacquot, Pauline Ravinet (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.

10. Mark Bevir, *New Labour. A Critique*, Londres, Routledge, 2005.

11. Jane Lewis, « What is New Labour, Can it Deliver on Social Policies ? », dans Jane Lewis et Rebecca Surrender (eds), *Welfare State Change. Towards a Third Way?*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

Trois points, qui seront au cœur de cet ouvrage, nous semblent essentiels pour dresser ce bilan.

1) *Une inscription dans l'histoire et une volonté de transformation, d'action sur la société britannique.* Les élites du New Labour sont profondément marquées par l'histoire. Elles veulent être des modernisateurs qui vont adapter le pays à une nouvelle « phase de l'histoire » (les *new times*) marquée par la globalisation. Les néotravailleurs affichent ainsi une conception assez linéaire de l'histoire dont ils sont aussi les agents. Les changements sont considérés comme inéluctables. L'enjeu est de saisir, voire d'anticiper, les opportunités de développement qu'ils suscitent afin de peser sur la scène internationale et de maîtriser les contraintes économiques. Le programme systématique de « modernisation » de la Grande-Bretagne, qu'il s'agisse de la transformation du parti, de l'État, de l'économie ou de la société, a été développé sans états d'âme parce qu'il était présenté comme une réponse à l'inexorable mondialisation de l'économie. Comme l'a écrit Anthony Giddens, « le monde ne nous doit rien ».

La modernisation est un mot-valise qui, pour les néotravailleurs, est à la fois un impératif, une aspiration, une injonction et la description de leurs actions politiques¹². Ils ne se contentent pas d'accepter le legs thatcherien, ils considèrent comme fait accompli la globalisation économique et la nécessité d'une bonne gestion économique. Il faut s'adapter à un monde qui change, inéluctablement, irrémédiablement. L'absence de changement est synonyme de retour en arrière. Seule la modernisation, que défend Tony Blair avec des accents messianiques¹³, peut permettre de maintenir un avantage compétitif dans une économie des savoirs. Son contenu est plutôt vague mais implique générale-

12. Alan Finlayson, *Making Sense of New Labour*, Londres, Lawrence and Wishart, 2003.

13. Tony Blair a, maintes fois, exposé sa vision : « La question est : est-ce que nous faisons le changement ou est-ce qu'il nous forme ? Est-ce que nous le maîtrisons ou est-ce que nous le laissons nous dominer ? C'est la seule clé de la politique dans le monde moderne : comment organiser le changement. Lui résister est inutile, le laisser faire est dangereux. Alors la Troisième Voie, c'est de le domestiquer », Tony Blair, discours à l'Université de Tübingen, 30 juin 2000.

ment l'utilisation des nouvelles technologies, la nécessité d'une formation permanente au cours de la vie et d'une flexibilité du marché de l'emploi et des carrières individuelles, l'adoption de modes de management venus du secteur privé, privilégiant la compétition et les incitations individuelles. Dans les discours, les politiques publiques et les relations publiques, l'invocation de la modernisation devient le sésame qui différencie et identifie en même temps. Elle permet à Tony Blair de dénoncer les forces du conservatisme au sein du parti (ceux qui n'acceptent ni les modifications organisationnelles, ni les nouvelles orientations politiques), au sein du pays (ceux qui souhaitent maintenir leurs privilèges et empêchent ainsi l'ouverture de multiples opportunités aux individus méritants) sans véritablement justifier le contenu concret de ses propositions.

La prise en compte de l'histoire se traduit enfin par l'acceptation de l'héritage conservateur et des échecs du Parti travailliste. Les néotravaillistes gardent le souvenir cuisant des difficultés économiques des gouvernements travaillistes précédents, notamment ceux de Wilson et Callaghan. La Grande-Bretagne des années 1970 a connu une crise profonde. Elle a été considérée comme l'homme malade de l'Europe. L'appel au Fonds monétaire international en 1975, lors d'une crise financière sans précédent, ou les grèves à répétition qui culminent lors de l'« hiver de la colère » (*Winter of discontent*) de 1978-1979, ont fait office de révélateur brutal du déclin dont souffrait le pays¹⁴. Ces échecs ont permis la victoire des conservateurs.

Si le projet porté par Margaret Thatcher n'a pas suscité l'enthousiasme, les solutions alternatives ont échoué. Les gouvernements conservateurs ont proposé aux Britanniques une voie de sortie de crise basée sur l'idée de la supériorité des mécanismes du marché sur un secteur public peu performant et contesté. L'appel au retour du modèle de l'État moins interventionniste mais efficace, au dynamisme et au travail des individus et des familles aux dépens des syndicats et de la bureaucratie du secteur public, à la

14. La question du déclin hante néanmoins les débats politiques et les controverses parmi les historiens depuis la fin du XIX^e siècle.

restauration de la grandeur britannique, a rencontré des échos dans la population. Les gouvernements Thatcher ont combiné une forte orientation idéologique à une mise en œuvre tactique et pragmatique. Ils ont créé de nouveaux instruments pour développer un gouvernement plus centralisé. Les néotravailleurs ont hérité d'une Grande-Bretagne profondément transformée, notamment par les privatisations. Le retour en arrière était impossible. Pour revenir au pouvoir, il fallait convaincre le public que le parti avait changé, et pour cela, il était nécessaire de convaincre les militants de changer.

2) *Une mobilisation de l'État dans le sens d'une révolution bureaucratique qui privilégie le rapport entre État, individu (des citoyens consommateurs) et communautés aux dépens des organisations et des corps intermédiaires. Une action politique organisée autour de la volonté de convaincre, de séduire.* Tony Blair et ses équipes, puis à son tour Gordon Brown et les siennes, ont renforcé une conception originale de l'État, différente de la version sociale-démocrate privilégiant l'intervention par le secteur public, les allocations universelles et les relations étroites avec les syndicats. Ils ne sont pas pour autant partisans du néolibéralisme visant au retrait de l'État. Bien au contraire, ils mobilisent l'État pour mener des réformes et changer les comportements. Les gouvernements néotravailleurs ont été extraordinairement actifs, voire activistes. Ils ont réussi à introduire un nombre remarquable de réformes malgré les oppositions et les résistances. Ils ont pris des risques. Ils se sont engagés sans relâche pour expliquer, justifier, faire des compromis, évaluer. Les politiques publiques sont des choix de clientèles et de victimes. Tony Blair, Gordon Brown et leurs équipes n'ont jamais caché l'importance de la pression que doit exercer l'État pour transformer la société, l'importance des « choix difficiles ». Blair ne défend pas une vision du monde enchanté de la gouvernance sans contrainte ; il a montré une capacité remarquable à mobiliser des ressources et des soutiens pour réformer sans relâche. Brown a affiché une détermination remarquable à « faire son travail » (*get the job done*). Mais l'activisme n'a pas empêché des échecs cuisants. Enfin, l'ambition

d'ingénierie sociale¹⁵ pour améliorer la société, le fait de s'appuyer sur les recherches en sciences sociales (surtout l'économie) et sur des faits empiriquement démontrés rappellent la social-démocratie nordique. La prise en compte des experts et des *stakeholders* (ceux qui « sont partie prenante » dans l'affaire) est en effet supposée montrer non seulement ce que les gens veulent mais aussi suggérer les mesures techniques à prendre afin de répondre à leur demande. La crise financière et économique a d'ailleurs servi de justification à la mobilisation de l'État activiste. Brown accuse ainsi régulièrement les conservateurs de ne pas prendre en compte cette conception activiste de l'État.

Le programme de réformes a été accompli en mobilisant et en développant les capacités de contrôle et de direction du gouvernement. Poursuivant et adaptant le cadre légué par les conservateurs, modernisant l'héritage utilitariste (pas de confiance dans la société), les néotravailleurs ont réformé le gouvernement et ses modes opératoires de manière systématique. Les gouvernements néotravailleurs ont massivement accru la centralisation de la Grande-Bretagne, en laissant davantage d'autonomie aux individus et aux organisations au sein d'un système de contraintes et de contrôles renforcés, un système sophistiqué de « conduite des conduites » aurait dit Michel Foucault, qui n'échappe pas toujours à une dérive bureaucratique, voire autoritaire. Modernisation rimerait-elle avec centralisation ?

La « modernisation politique » s'est traduite en effet par la mise à l'écart d'institutions, de groupes, au profit des professionnels de la communication et d'une politique centrée sur l'image, un exemple de « *post democracy*¹⁶ ». Le souci constant des relations publiques, la professionnalisation de la communication politique

15. La notion d'ingénierie sociale renvoie à l'idée, largement développée au sein de la social-démocratie scandinave, selon laquelle les hauts fonctionnaires peuvent transformer la société de manière rationnelle en utilisant les politiques publiques et en contrôlant les effets de leur mise en œuvre. Voir Jenny Anderson, *The Library and the Workshop*, 2009, Stanford University Press.

16. Voir l'excellent petit ouvrage de Colin Crouch, *Post Democracy*, Oxford, Blackwell, 2004.

du gouvernement et du parti ont amené les observateurs à mettre en question les effets d'annonce et les manœuvres publicitaires et à s'interroger sur la substance des politiques gouvernementales. Ainsi, il est difficile parfois de distinguer la réalité de sa projection médiatique, c'est-à-dire du *spin*¹⁷.

Les gouvernements Blair et Brown ont généralisé les modèles d'analyse tirés des théories du choix rationnel¹⁸ et de l'économie néoclassique, introduisant les mécanismes de marché, développant incitations et sanctions pour modifier le comportement des individus, les transformer en consommateurs de services maximisant leur intérêt. Ils se sont aussi appuyés sur les communautés locales, les associations de parents d'élève ou des groupes religieux et non plus sur les réseaux militants ouvriers traditionnels. Les néotravailleurs ont promu un modèle original de libéralisme politique qui s'est traduit par des réformes progressives pour l'intégration des minorités et les droits des femmes. Pourtant, en même temps, la participation politique a été découragée ou plutôt, pour reprendre l'expression de Paul Hirst¹⁹, les efforts ont visé à « maximiser une participation minimum ».

17. *La manipulation des interprétations médiatiques de leurs discours et de leurs actions politiques a été l'une des caractéristiques les plus marquantes des néotravailleurs. Nous y revenons dans le chapitre 4.*

18. *Les auteurs du courant du choix rationnel analysent les politiques publiques comme le résultat de choix d'individus égoïstes dont la rationalité instrumentale (en termes d'intérêt), le calcul coût-bénéfice de la décision ou de la non-décision sont influencés par les sanctions ou les incitations de l'environnement. Les individus font des choix afin de maximiser leur intérêt, leur satisfaction. Ils ont des préférences (et non pas des buts) qui sont claires, hiérarchisées, relativement stables. Ils prennent des décisions de manière autonome, rationnelle et cohérente. La question centrale pour l'action publique est celle de la coordination des interactions qui produisent par agrégation des formes collectives. Voir Richard Balme, « Rationalité », dans Laurie Boussaguet, Sophie Jacquot et Pauline Ravinet (dir.), Dictionnaire des politiques publiques, op. cit., p. 356-365.*

19. *Paul Hirst était l'un des grands intellectuels britanniques, professeur de sociologie et de science politique au Birbeck College à l'Université de Londres, prématurément décédé en 2003.*

Dans un contexte marqué par une nouvelle menace terroriste, libéralisme politique, social-démocratie et néolibéralisme forment un étrange hybride, objet des controverses autour du bilan.

3) *Un projet de société de middle classes (classes moyennes et supérieures), organisé autour du travail, des gagnants, de la consommation.* Le Parti travailliste a toujours été dirigé par une alliance entre des syndicalistes et des élites issus du monde ouvrier d'une part, des élites de la bourgeoisie passées par Oxford ou Cambridge d'autre part. On retrouve cette caractéristique parmi les élites du New Labour qui comprennent quelques anciens ouvriers ou syndicalistes comme John Prescott, élu de Hull dans le Nord-Est de l'Angleterre ou Alan Johnson. Cependant, les nouvelles élites blairistes n'ont plus la nostalgie du mouvement ouvrier, ni l'obsession de l'amélioration de la qualité de la vie des groupes les plus modestes. Elles représentent les classes moyennes et supérieures et aspirent à l'excellence de l'éducation, la réussite individuelle et le succès matériel. La méritocratie s'oppose aux vieilles élites conservatrices. Si les partisans de Brown sont plus sensibles à des questions d'égalité et mieux connectés avec les réseaux traditionnels du parti, ils n'ont pas, malgré les tentations, pour autant dérogé au dogme du New Labour dont la vision centrale valorise les gagnants, les entrepreneurs (quels que soient leur couleur, leur origine, leur âge), la sécurité des biens et des personnes ; les enjeux d'intégration dans la société, de redistribution ou de discours sur la solidarité, l'espace public, sont laissés de côté.

Ceci s'explique aussi par la stratégie politique de recentrage adoptée par les néotravaillistes pour rendre le parti éligible. Thatcher avait repoussé le parti dans ses bastions historiques : le Nord, l'Écosse, le pays de Galles, Londres et les villes. Pour gagner et se maintenir au pouvoir, les néotravaillistes ont besoin de conquérir une partie des circonscriptions du centre de l'Angleterre (les Midlands), du sud et du sud-ouest, contrôlées par les *middle classes* ; d'où l'importance des thèmes concernant les services publics, la concurrence, les impôts et la sécurité. La stratégie politique de recentrage du New Labour s'appuie sur la séduction de la Middle England – représentation enchantée des

classes moyennes et supérieures vivant en pavillon individuel dans des petites villes de la verte Angleterre.

Tony Blair n'aura de cesse de les courtiser dans le but de conquérir le centre politique, et de déporter les conservateurs sur la droite. Il est lui-même un bon représentant de cette bourgeoisie progressiste et méritocratique. Son langage modernisateur, aux accents moralistes, réussit à convaincre les classes moyennes de l'importance de services publics de meilleure qualité. Sa femme est une juriste à succès, ils ont quatre enfants (le dernier est né en 2000) et il sait combiner les enjeux de la vie familiale et de la vie professionnelle. Les Blair ont un mode de vie de cadres supérieurs internationalisés qui rompt avec les travaillistes traditionnels. Ils passent leurs vacances en Toscane ou dans les îles des Caraïbes, dans les villas d'amis riches et célèbres, rock stars ou businessmen. À l'inverse, Blair n'était pas toujours très à l'aise avec les syndicats, les représentants des villes du nord de l'Angleterre, les Écossais ou les Gallois, piliers traditionnels du parti. Brown est issu d'un monde différent et ne partage pas franchement la fascination de son prédécesseur pour l'argent et le clinquant mais ses politiques ne se différencient pourtant guère et privilégient tout autant la valeur travail, les « aspirations²⁰ », le mérite.

Ces trois dimensions du projet néotravailliste ont évolué en treize ans. Le dynamisme généré par la phase de conquête du pouvoir a été progressivement institutionnalisé pour devenir ce qui est parfois perçu comme une recherche du changement pour lui-même. Revenir sur l'ère Blair et le néotravaillisme ne doit pas faire oublier l'existence de périodes dont les limites ne sont pas strictement tranchées. Dans un premier temps, les efforts de modernisation portent avant tout sur l'organisation partisane et son image, tandis que les projets de réforme sociale sont juste élaborés. Le premier mandat est marqué par la volonté d'affirmer la crédibilité du nouveau Parti travailliste comme gestionnaire de

20. Le terme, qui revient à maintes reprises dans son premier discours de leader à la conférence du parti en septembre 2007, est une idée clé de la stratégie électorale de 2010. Voir par exemple Gordon Brown, « We can break the glass ceiling », The Guardian online, 15 janvier 2010, www.guardian.co.uk.